Archives alainberset.ch — copie d'archive
Tribune d'Alain Berset « Comment lutter contre le chômage de longue durée », parue dans Écho (01.04.2007), reprise sur son site www.berset.ch.
Adresse d'origine : http://www.berset.ch/archives/documents/2007/070400.Echo.htm
Copie : Internet Archive, capture du 22.10.2007 —
https://web.archive.org/web/20071022075512/http://www.berset.ch/archives/documents/2007/070400.Echo.htm

Comment lutter contre le chômage de longue durée

Par Alain Berset, Conseiller aux Etats (FR), Vice-président du Conseil des Etats

Jusqu'en 1990, avec un taux de 0.5% et 18'000 chômeurs, la Suisse ne connaissait pas véritablement le chômage. Depuis 1991, la Suisse de l'emploi n'est plus une île en Europe. En 2005, ce taux était de 3.8% pour 150'000 chômeurs. Il dépassait les 5% en 2000.

Le chômage n'est pas inéluctable

Mais que s'est-il donc passé ? Dès 1990, d'importantes mutations ont produit leurs effets sur le plan international. Le mur de Berlin tombait, et avec lui cinquante années de bipolarisation non seulement politique, mais aussi économique. Les années 90 ont donc été celles de chocs économiques importants, en Suisse celles de la forte augmentation de l'inflation, puis du chômage.

On s'est rapidement rendu compte que cette crise-là ne serait pas une crise-éclair et qu'elle allait être durable : les entreprises se mettent à restructurer, rattrapant parfois des transformations retardées durant les années 80, lorsque tout allait bien. Le chômage et la précarité de l'emploi entrent dans le discours politique et dans la vie de chaque famille.
Avec un surcroit durable d'offre sur le marché du travail, le chômage perdure, avec des conséquences importantes : l'évolution des salaires réels est freinée durant 15 ans, les classes d'âge les plus vulnérables sur le marché du travail (début et fins d'activité professionnelle) font les frais de cette évolution. Le chômage des jeunes augmente fortement, même si les jeunes gardent à terme de bonnes perspectives de finir par obtenir un emploi. Le chômage de la classe d'âge 55-65 ans est plus inquiétant et se transforme souvent en chômage de longue durée, avec peu de perspectives de retrouver un nouvel emploi.

Alors que faire ?

Premièrement, réfuter ce que les économistes appellent le « chômage naturel », qui serait inéluctable. Comme si les lois de la nature expliquaient, contredisant en cela de longues périodes de l'histoire économique de notre pays, que le plein emploi est impossible. Le chômage est une conséquence directe des soubresauts économiques. Voici d'ailleurs un exemple tout simple : entre 1997 et 2000, la croissance économique passait de 1.9% à 3.6%. Dans le même temps, le taux de chômage est passé de 5.2% à 1.8%.
Deuxièmement, admettre qu'une politique active de croissance est utile non seulement à l'emploi mais à l'ensemble de l'économie suisse. Lorsque la croissance économique est positive (entre 1,5 et 2%) et stable, l'emploi se développe.
Troisièmement, ne pas se contenter de gérer le chômage de longue durée, mais changer de paradigme : il s'agit non seulement

d’assurer le risque de chômage, mais de créer de véritables plans d’accompagnement des trajectoires professionnelles, et d’investir massivement dans la formation continue et dans l’acquisition de nouvelles compétences.
Quatrièmement, prévoir une retraite flexible, qui tienne compte de la réalité du terrain. Cette exigence, qui n’est presque plus contestée par personne, peine pourtant à se concrétiser.

Le discours politique est toujours volontaire : le chômage est un fléau contre lequel il s’agit de lutter. Mais quand il s’agit de réalisations, il n’y a plus de majorité : on l’a vu avec le chômage des jeunes « pas préoccupant » ou « moindre que dans les pays voisins » pour certains, et on le voit maintenant avec le débat sur un âge de la retraite flexible.
Nous n’avons pas encore de solution satisfaisante à l’évolution des trajectoires tout au long de la vie professionnelle. Les solutions mises en place par les partenaires sociaux peuvent néanmoins montrer les voies à suivre et donner un signal fort au monde politique.